

DÉCRYPTAGE

A propos de la Histadrout, le
syndicat israélien fasciste

MENSUEL

Unité !

N°2
JUIN 2025



Unité
CGT

EVENEMENT

**Conclave,
Parlement ou
Lutte des Classes ?**

INTERNATIONAL

**Le régime
sioniste en guerre
perpétuelle**

LA GUERRE SOCIALE

**Luttes,
mobilisations et
grèves**



CONCLAVE, PARLEMENT OU LUTTE DES CLASSES ?

L'échec final du « Conclave » sur les retraites avait été annoncé dès l'ouverture de ces concertations entre « partenaires sociaux » autour de « l'amélioration » de la réforme des retraites » imposé en 2023.

Le Premier ministre avait verrouillé le cadre, déjà étroit, de négociations en affirmant que l'âge de départ à 64 ans était intouchable. Si la Confédération CGT a fini par quitter le Conclave, la participation de la CGT à cette opération de communication a semé la confusion et les illusions.

Le refus des organisations patronales de céder la moindre miette n'est pas surprenante : le

rapport de force est tel que ces voyous en col blanc, en accord et complicité avec le gouvernement, n'ont aucune raison de « reculer ».

Pire, la presse s'est fait écho des « volte-face » de certaines Confédérations, notamment la CFDT, qui ont « lâché » la revendication de l'intersyndicale du retour aux 62 ans comme âge légal de départ à la retraite et se sont affirmées prêtes à accompagner une réforme systémique de notre système de retraite, c'est-à-dire au retour, par la fenêtre, du projet macroniste de retraites à points et par capitalisation.

De même, l'amélioration de la prise en compte de la « pénibilité » était une justification pour certains syndicats de leur participation au « conclave ». Mais, la réalité de la lutte des classes a bien vite rattrapé les « négociateurs » en chef : sans rapport de force, sans le pistolet de la grève sur la tempe, le patronat ne cède jamais.

Sur la question des salaires, comme sur celle de la retraite ou de l'exploitation (autre nom de la pénibilité), le patronat se battra toujours pour « lâcher » le moins possible, pour le moins de personnes, et le plus tard possible.

Ainsi et logiquement, le patronat a noyé les discussions autour de l'amélioration de la prise en compte de la pénibilité en multipliant, pour les travailleurs, les sauts d'obstacles et autres procédures et contre-procédures (cartographies, référentiels, attestations médicales, consultations du CSE, etc...) pour enrayer l'accès des salariés meurtris dans leur chair et psyché par l'exploitation capitaliste aux soins et à la justice.

En avalisant (d'avance !) ces (futurs ?) reculs sociaux, en acceptant dès maintenant et de manière hors-sol, sans aucune contreparties puisque les négociations ont finalement capoté, le Conclave a contribué à faire reculer encore un peu plus la combativité dans le pays.

Le premier ministre a d'ailleurs annoncé qu'il introduirait les « avancées » sur lesquelles se sont accordés les partenaires sociaux dans le budget 2026.

Ainsi, et en résumé, la mise en place de ces réunions, particulièrement inutiles et gazeuses, entre « partenaires sociaux » sous la houlette de l'Etat aura donc servi à :

1. Justifier la non-censure du gouvernement par le Parti Socialiste qui se gargarisait « d'aller chercher les victoires »
2. Intégrer les syndicats à une cogestion de façade, éteindre ou prévenir les contestations grâce au « dialogue social »
3. Paralyser l'opposition sociale et politique à la Macronie.
4. Paver la voie aux prochaines attaques contre notre système de retraite, contre la Sécurité sociale et contre la Protection sociale en général.

Ni le « dialogue social » ni le Parlement ne nous permettront de revenir aux 62 ans (encore moins aux 60 ans) d'âge minimum légal de départ à la retraite.

« S'en remettre » au vote des députés et sénateurs, arrimer nos dates de mobilisations sur des votes parlementaires, c'est désarmer les travailleurs par la délégation de pouvoir.

D'ailleurs, même de ce point de vue simpliste, le Sénat est entièrement aux mains de la droite : seul un rapport de force, à partir des mobilisations et surtout des grèves, de très haut niveau nous permettra de leur arracher une abrogation de la réforme des retraites.

Répetons-le : la CGT n'est pas un « lobby syndical », les syndicales CGT ne sont pas les « petites mains » des partis politiques.

Ces illusions, lorsqu'elles se dissipent, provoquent la frustration et la colère du camp des travailleurs qui peut s'estimer, légitimement, dupé. La seule voie réaliste et efficace, qui pave d'ailleurs la voie de la victoire, est celle de la lutte des classes qui s'appuie sur le réel, c'est-à-dire l'organisation du rapport de force, notamment par la grève, dans les entreprises, ateliers et services !

LES TRAVAILLEURS MIGRANTS CIBLÉS PAR L'ETAT

« *Les clandestins ne sont plus les bienvenus en France* » : le ministre de l'Intérieur, Bruno Retailleau, également président du parti de droite Les Républicains, a lancé les 17 et 18 juin une opération nationale de contrôle « *des trains à destination des pays voisins et des grandes métropoles françaises, en arrivée comme en départ* ».

Cette campagne contre "l'immigration irrégulière" fait suite à une autre opération menée en mai dernier et qui avait conduit à plus de 750 interpellations.

« *Dans ces quarante-huit heures, on va mobiliser 4 000 gendarmes, des policiers, des douaniers, des forces Sentinelle pour interpellier des clandestins [...]* Depuis le début de l'année, nous en avons interpellé 47 000 », a affirmé le ministre qui se prend à rêver d'un destin présidentiel et qui a fait de la lutte contre l'immigration son thème principal de communication.

Rappelons également que le ministre de l'intérieur a annoncé une nouvelle loi sur l'immigration en 2025, moins d'un an après la promulgation de la loi Darmanin. En début d'année, le 23 janvier, Bruno Retailleau a aussi diffusé une nouvelle circulaire visant à durcir les critères de régularisation, en demandant aux préfets de privilégier les travailleurs dans les métiers en tension et d'exiger sept années de présence en France pour tous les autres.

La discrimination et la chasse aux travailleurs sans papiers - véritable rafle et instrument de division de la classe ouvrière, - sont scandaleuses et doivent être combattue, pied à pied. Ces politiques, ouvertement racistes, prouvent au passage que les macronistes comme la droite n'ont rien à envier à l'extrême-droite.



Un cessez-le-feu précaire a mis (temporairement) un terme à la « guerre des douze » jours entre Israël et l'Iran, déclenché par surprise et en violation totale du droit international par le régime sioniste de Tel Aviv, soutenu par les Etats-Unis qui ont, eux aussi, procédé à des tirs de missiles et de bombes inacceptables.

Cette agression israélienne, flagrante et non-provoquée, illégale et illégitime, terroriste et

unilatérale, démontre une nouvelle fois la réalité du sionisme, idéologie raciste et fasciste, coloniale et désormais biblique avec le projet avoué de "Grand Israël". Benjamin Nétanyahou, le premier ministre israélien inculpé par la Cour pénale internationale (CPI) pour crime de guerre et crime contre l'humanité, vise en effet, bien au-delà de l'Iran, à « redessiner la carte du Proche-Orient ».

Cet épisode a également été l'occasion de constater, une fois de plus, l'alignement total des puissances occidentales au côté d'Israël. Les machines politiques, diplomatiques, médiatiques, se sont mises en branle pour couvrir, protéger et soutenir la politique génocidaire, impérialiste, coloniale et suprémaciste du régime sioniste qui souhaite, selon ses propres mots, renverser le pouvoir iranien par les bombes, "changer la face du Moyen et Proche Orient" et imposer une hégémonie israélienne dans la région.

Plus de 400 000 Palestiniens ont été tués à Gaza par un régime sioniste décomplexé et qui multiplie les agressions sanglantes et impunies contre les Etats de la région (Liban, Syrie, Irak, Yemen, Iran..).

Il faut bien comprendre ici que l'attaque d'Israël, bastion occidental en surplomb/contrôle/menace des champs pétroliers du Golfe, contre l'Iran n'est pas un événement isolé mais s'inscrit dans une stratégie impérialiste globale visant à perpétuer la domination politique, militaire et économique sur les peuples de l'ensemble de la région.

Alors, organisons et amplifions nos actions et notre mobilisation contre la guerre en Iran, contre la guerre perpétuelle d'Israël contre les peuples de la région, pour la fin du Génocide à Gaza et en Palestine !



Les dockers de Fos bloquent la machine de guerre israélienne

« Pour la paix, pour l'arrêt des guerres dans le monde, pour une société débarrassée de l'exploitation capitaliste. » : le syndicat CGT des ouvriers dockers et portuaires du Golfe de Fos a refusé de décharger du matériel militaire à destination d'Israël.

Ces "conteneurs sont également bloqués, ce qui porte à 3 le nombre de conteneurs qui n'embarqueront pas pour le port de Haïfa. Le port de Fos, avec ses bassins Ouest, ne doit pas servir à expédier des munitions ou des armes pour n'importe quelle guerre que ce soit", a rappelé le syndicat CGT.

"Les travailleurs du port de Fos ne veulent pas être les complices de massacres, de pertes de vies humaines.", ajoute encore la CGT : "Si certaines continuent à vouloir faire passer ce type de marchandises par notre port, alors nous répondrons autrement dans les jours et semaines à venir en mobilisant l'ensemble des dockers et portuaires du golfe de Fos".



Cerexagri en lutte contre la liquidation de l'emploi

A Bassens, en Gironde, l'actionnaire UPL, propriétaire de la filiale CEREXAGRI qui produit des fertilisants agricoles et des produits phytosanitaires à base de soufre bio, veut fermer son usine.

Face au plan de licenciements, l'ensemble des ouvriers du site s'est engagé dans la grève et la lutte pour l'emploi avec la CGT.



Grève à la SNCF

Mobilisés et en grève début mai, les cheminots, avec la CGT, ont de nouveau engagé un arrêt de travail les 4 et 5 juin. La grève a perturbé certaines lignes de RER de la région parisienne et certains TER de l'ouest de la France. La CGT exige notamment la revalorisation des primes de traction et de travail, qui représentent une part significative des revenus, respectivement, des conducteurs et des contrôleurs.



Grèves illimitées dans l'audiovisuel public

Les salariés de radio France, avec la CGT et les autres syndicats, ont déclenché une grève illimitée le 26 juin.

Mobilisés sur des problématiques internes, les salariés de Radio France luttent également contre le projet de holding de l'audiovisuel public et seront rejoints dans la grève par leurs collègues de France Télévisions, de l'INA et de France Médias Monde à partir du 30 juin.



ArcelorMittal en lutte !

Plusieurs centaines de manifestants ont participé le 20 juin à un grand meeting de solidarité organisé par la CGT avec les travailleurs d'Arcelor Mittal, contre la liquidation de l'industrie et pour la nationalisation de l'entreprise.

DÉCRYPTAGE

A PROPOS DE LA HISTADROUT

Nous vous proposons ces extraits choisis d'un long article disponible sur notre site internet sur le rôle du syndicat fasciste israélien Histadrout. Cette centrale syndicale historique fondée en 1920, n'est pas un « syndicat » comme les autres. Bras syndical du sionisme, cette organisation fait partie du processus de domination et d'oppression en Palestine.

Présentée comme une organisation de gauche, la Histadrout est un acteur majeur du processus colonial et de la désinformation sur la réalité en Israël-Palestine, et présente un visage « social » de l'occupation israélienne.

« Nous soulignons que nous ne comptons pas une seconde sur la fédération des syndicats de l'occupation, l'« Histadrout » pour faire cesser la guerre ou y contraindre le criminel de guerre Netanyahou. Cela s'inscrit dans le contexte de conflits internes et surtout de l'alignement de ce syndicat sur les partis israéliens d'opposition, dont les mains sont entachées du sang de notre peuple, et qui soutiennent la continuité de l'état d'occupation. », a déclaré le 30 septembre dernier la Fédération générale des Travailleurs palestiniens – Ville de Gaza.

Et cela ne date pas d'aujourd'hui : dès sa création en 1920, la Histadrout se s'est pas fondée sur des bases « de classe », mais bien sur les bases racistes de la « défense du travail juif », et recrute sur des critères racistes en groupant des salariés, certes, mais aussi un grand nombre de petits patrons juifs de Palestine, mais en excluant les arabes.

Elle œuvre à la destruction méthodique des syndicats mixtes, qui regroupaient travailleurs juifs et arabes notamment dans les chemins de fer de Palestine.

Après la création de l'Etat d'Israël, elle œuvrera à la ségrégation, en organisant des piquets de grève contre le

recrutement de travailleurs arabes. Sa « section syndicale arabe », à l'attention des « arabes israéliens vivants en territoires occupés », ne verra le jour que des décennies plus tard, au vu de l'interdiction de créer des syndicats arabes, et restera « étanche » du reste de l'organisation.

Elle devient le 2ème employeur du pays et soutient activement l'expulsion de commerçants, paysans et artisans arabes de Palestine pour favoriser la colonisation, dont elle est un instrument, comme l'armée. Bref, comme l'a bien résumé Golda Meir en 1928 quand elle devient Secrétaire du Bureau du travail féminin de la Histadrout : « ce n'est pas seulement un syndicat, mais aussi un instrument important de colonisation ».

Liée au parti travailliste, la Histadrout donnera de nombreux dirigeants à l'Etat, comme Ben Gourion qui en a été le premier Secrétaire Général, Golda Meir et même plus récemment Amir Perez, qui a été son premier dirigeant (mais aussi vice-Président de la CSI !), avant de devenir ministre de la défense, conduisant la guerre au Liban en 2006, ayant ravagé le sud-Liban et tué plus de 1200 civils libanais.

Dans le génocide en cours, la Histadrout a officiellement soutenu les opérations militaires israéliennes à Gaza, en Cisjordanie, au Liban.



Quelques photos des présidents de la Histadrout photographiés devant un tank (2019) et avec un obus « dédié » pour les civils bombardés à Gaza (décembre 2023) et avec des soldats israéliens en opération au Liban (2006).



Liée historiquement, sur le modèle anglo-saxon, au parti travailliste israélien, la Histadrout s'est bornée à appeler à la libération des otages, organisant même une pseudo grève nationale pour « peser » sur le gouvernement israélien, sans un mot pour le peuple de Palestine et la cité-martyre de Gaza. Rien de surprenant quand on sait que ce « syndicat » reconnaît l'annexion par Israël du Golan et de Jérusalem-Est, a soutenu la guerre menée au Liban en 2006 et a également promu le blocus et la guerre menés par Israël contre Gaza en 2008-2009.

Quelques années auparavant, la centrale syndicale israélienne avait même soutenu le plan Sharon de réoccupation/colonisation de la Cisjordanie (à partir de 2002). La Histadrout s'est aussi prononcée en faveur de la construction du mur de l'Apartheid.

Ce syndicat est bien évidemment en première ligne contre la campagne de boycott impulsée par les syndicats palestiniens.

En 2011, la coalition des syndicats palestiniens pour le BDS a condamné la Histadrout et appelé les syndicats internationaux à rompre tous les liens avec elle « en raison de sa complicité historique et actuelle avec les violations par Israël du droit international et des droits des Palestiniens. La Histadrout a toujours joué un rôle clé dans la poursuite de l'occupation, de la colonisation et du système de discrimination raciale pratiquée par Israël ».

Nous avons vu plus haut que les accords d'Oslo ont sanctifié la mise sous tutelle des travailleurs palestiniens et de leurs organisations.

En 2009, le rapport d'un économiste israélien intitulé « Vol d'État » démontrait que la Histadrout était « complice de la politique du gouvernement israélien consistant à déduire environ 20% du salaire des travailleurs palestiniens pour une prétendue contribution aux prestations d'aide sociale, prestations qui pour la plupart ne sont pas accordées aux travailleurs palestiniens. »

Le rapport démontrait que « seuls environ 8% de cet argent collecté ont été effectivement utilisés au bénéfice des travailleurs palestiniens, alors qu'autour de 90% ont été transférés au Ministère des Finances israélien pour financer des projets d'infrastructures, y compris les colonies illégales de Cisjordanie. »

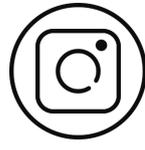
La Histadrout est bien complice des mesures de contrôle des travailleurs palestiniens par les autorités israéliennes. Ce « syndicat » qui est aussi patron et employeur de multiples entreprises, appelle même à la délation (y compris de façon anonyme), auprès de ses services, des travailleurs sans permis afin de les faire radier.

la Histadrout est un acteur majeur de la société israélienne et de l'Occupation, jouant le rôle de courroie d'intoxication raciste et de transmission du sionisme – idéologie suprémaciste qui justifie la colonisation, l'apartheid et l'extermination des Palestiniens.

Dans le même temps, ce syndicat exerce une influence considérable sur des structures syndicales internationales.

Nombre de vice-présidents de la CSI ont été et sont directement issus de la Histadrout. Cette réalité, qui crève pourtant les yeux, est sciemment ignorée ou pire silencieuse par la direction confédérale et le secteur international de la CGT.

UNITECGT.FR



*UnitéCGT est un média militant pour renforcer
notre syndicalisme CGT unitaire et révolutionnaire*



***Guerre à la
Guerre!***